

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

CH CARHAIX - Restructuration et extension IRM

Accès Rue de Lannouënnec

29470 CARHAIX



Photo existante



Insertion IRM

DEKRA Industrial
241 rue du Général Paulet
CS 62845
29200 BREST

Tél. 02.99.86.72.11
Fax

Affaire n° : 54189039

Coordonnateurs SPS

Conception : GREGORY ALLANIC
Réalisation : GREGORY ALLANIC

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
09/07/2024	A	Version initiale
22/08/2024	B	Version mise à jour à réception du CCTP et des repérages amiante et plomb

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique et Description synthétique de l'environnement	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	9
• Eléments pour la rédaction de cette version du PGC :	9
Intervenants concernés par l'opération	10
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	10
• Organismes institutionnels de la prévention	10
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	11
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	12
Description de l'environnement et des servitudes.....	12
Description de l'ouvrage à bâtir.....	13
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	13
• Amiante.....	13
• Plomb.....	13
Accès au chantier	13
• Véhicules et personnel.....	13
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	14
• Affichage.....	14
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	14
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	14
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	14
• Infrastructures de chantier.....	14
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	15
• Protections collectives.....	15
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	15
Installations de chantier	15
• Plan d'installation de chantier.....	15
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	17
• Clôtures	17
• Affectation des installations de chantier.....	17
• Dimensionnement du cantonnement.....	18
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	18
• Secours.....	18
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	18
Autorisations administratives et démarches diverses	19

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	20
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	20
• Généralités.....	20
• Circulations des piétons	20
• Circulations horizontales et verticales.....	20
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	21
• Généralités.....	21
• Grues mobiles :.....	21
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :.....	21
• Vérification des appareils et des accessoires de levage	22
• Autorisation de conduite.....	22
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	22
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	22
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	22
• Approvisionnements.....	22
• Magasins	22
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	23
• Evacuation des déchets	23
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	23
• Matières et substances dangereuses	23
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	24
Protections collectives	24
Travail en hauteur	25
Installation électrique de chantier	25
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	26
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	29
Respect des contraintes du site	29
• Horaires de chantier imposés.....	29
• Horaires et contraintes de livraisons.....	29
Site en exploitation	29
• Risque incendie.....	30
• Evacuation des personnes en cas d'incendie	30
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	30
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	31
Nettoyage du chantier	31
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	31
Démarche environnementale, tri des déchets.....	31
• Objectifs.....	31
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	32
Organisation des secours.....	32
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	33

Infirmierie.....	33
Dispositions en cas de travail isolé	33
Risque incendie	33
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....	34
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	34
inspection commune	34
Etablissement d'un PPSPS	35
Diffusion des PPSPS.....	35
Observations du coordonnateur SPS.....	35
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	36
Mise à jour du PGC	36
Sous-traitant	36
Travailleurs Indépendants	37
Travail dissimulé	37
Prêt de main d'oeuvre	37
Recensement des accidents du travail	37
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)	38
Annexe(s).....	39

Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catéGros oeuvre) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

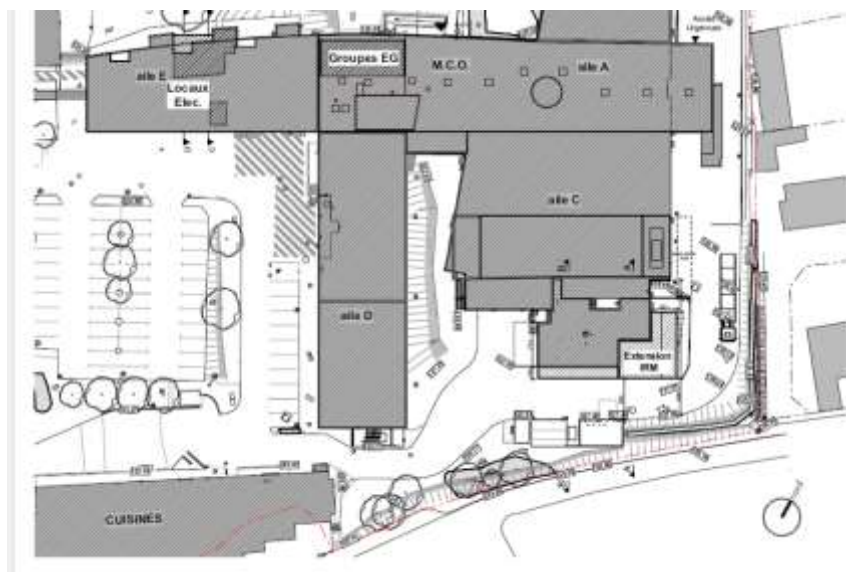
Pénalités prévues au CCAP : le coordonnateur SPS demandera à la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre la mise en application des pénalités dès qu'il le jugera nécessaire en cas de non-respect des consignes Hygiène et sécurité sur le chantier par une entreprise.

Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Le présent projet concerne la restructuration et l'extension du plateau imagerie de l'hôpital de CARHAIX.



L'IRM fixe

Le projet prévoit dans le prolongement de l'extension pour l'IRM mobile la construction d'un espace d'accueil pour un IRM fixe.

L'extension est prévue en murs ossature bois. En toiture, étanchéité sur isolation + panneaux bois.

Production d'eau glacée

Le projet intègre l'implantation en toiture existante d'un nouveau groupe de production d'eau glacée doublé d'un groupe de secours.

Locaux HT – BT

Le projet intègre la création des locaux HT BT de l'IRM au sous-sol du bâtiment MCO sous l'aile E.

Situation géographique et Description synthétique de l'environnement

Le projet se situe au Sud de l'hôpital en milieu urbain, avec un accès par l'entrée technique Rue de Lannouënnec



Source : géoportail

Le projet est implanté dans l'emprise de l'hôpital dont les contraintes sont liées à (aux) :

- « l'imbrication » même des travaux par rapport aux bâtiments occupés,
- la gestion des entrées et sortie des véhicules chantier (entreprises, livraisons, ...),
- maintien des accès prioritaires de l'hôpital « pompiers, ambulances, fluides médicaux » pendant les phases de travaux.



Emprise extension IRM



Accès des urgences à maintenir dégagé en permanence



Sortie de secours, accès aux locaux techniques à maintenir dégagés en permanence



Accès des urgences, fluides médicaux à maintenir dégagé en permanence



Escalier d'accès en toitures



Echelle à crinoline menant à la toiture MCO, cheminement à sécuriser + protections collectives provisoires à charge du lot 2 pour l'ensemble des travaux (Eau glacée, réseaux).



Toiture MCO, cheminement à sécuriser + protections collectives provisoires à charge du lot 2 pour l'ensemble des travaux (Eau glacée, réseaux).



Sanitaires à disposition pendant le chantier



Aile E : zone d'emprise des travaux des locaux HT BT. Accès brancard et locaux techniques à maintenir dégagés en permanence.



Aile E : zone d'emprise des travaux des locaux HT BT.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de **9 à 10 mois phase de préparation comprise**

Le début prévisionnel des travaux est fixé à **fin 2024**.

Éléments pour la rédaction de cette version du PGC :

Le PGC est rédigé en début de la phase Pro, suite :

- A l'examen des pièces du dossier de plans reçus le 02/07/2024.
- Suite à la réunion et visite du 08/07/2024.
- A l'examen des CCTP reçus le 22/07/2024.
- De la réception des rapports amiante et plomb avant travaux le 22/08/2024.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

CHRU DE BREST 2 Avenue Du Marechal Foch 29609 BREST CEDEX	M Erwan LE LANN	+33 2 98 22 32 73 +33 2 98 22 38 99 erwan.lelann@chu-brest.fr
---	-----------------	---

Maître d'ouvrage

Hôpital de Carhaix 15 Rue du Dr Menguy 29270 CARHAIX PLOUGUER	Michaël BALLER	06 11 12 38 17 michael.baller@chu-brest.fr
---	----------------	---

Architecte

ENO ARCHITECTES 42 Quai de la Douane 29200 BREST	Mme Claire du Crest	02 98 43 49 23 02 98 43 57 14 eno@enoarchi.fr
--	---------------------	---

BET

ARMOR INGENIERIE 5C rue de la Ville Néant BP 4 22360 LANGUEUX	Rudy BOUTHELLIER	02 96 33 57 64 02 96 33 60 17 rudy.bouthellier@armoringenierie.fr
--	------------------	---

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST	Titulaire : C : GREGORY ALLANIC R : GREGORY ALLANIC Suppléant : C : R :	02.99.86.72.11 gregory.allanic@dekra.com
---	--	---

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT BRETAGNE

236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	M. JEGU	02 99 26 61 38 02 99 26 70 48 jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr
--	---------	---

OPPBTP

18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES	Candice BRANDALISE	06 17 36 37 20 02 99 63 33 45 candice.brandalise@oppbtp.fr
---	--------------------	--

INSPECTION DU TRAVAIL

18 rue Anatole Le Braz CS 41021 29196 QUIMPER CEDEX	M. CHUBERRE	02 98 55 83 47 02.98.55.98.45 ddets-uc3@finistere.gouv.fr
---	-------------	---

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le projet est situé dans l'emprise de l'hôpital.

Les bâtiments à proximité et jouxtant le projet ne doivent pas être impactés par les travaux.

Par rapport aux piétons et aux établissements en activité

RAPPEL : Les contraintes sont liées à (aux) :

- « l'imbrication » même des travaux par rapport aux bâtiments occupés,
- la gestion des entrées et sortie des véhicules chantier (entreprises, livraisons, ...),
- maintien des accès prioritaire de l'hôpital « pompiers, ambulances, fluides médicaux » pendant les phases de travaux.

Les entreprises doivent donc en tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.

Rouler au pas aux abords du chantier.

Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, l'évacuation des patients des occupants, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours. L'Article GN 13 du Règlement de Sécurité contre l'incendie des Etablissements Recevant du Public (E.R.P) doit impérativement être respecté.

Dans tous les cas, les accès empruntés par le personnel et le public de l'établissement doivent être libres de tout stockage de matériaux. Les sorties de secours devront toujours être libres de tout obstacle.

Le bruit doit être limité au strict nécessaire, en particulier les percements ou les démolitions de structures en béton armé doivent se faire obligatoirement par sciage, l'usage de marteau piqueur est à proscrire.

Risques infectieux fongiques :

Les périodes de travaux dans un établissement de santé génèrent la mise en suspension de spores fongiques et augmentent considérablement le risque d'exposition des patients fragiles. Il est nécessaire de prendre des mesures de protection renforcées voire spécifiques pendant cette période critique.

Suivant les conditions météorologiques, lors des travaux de terrassement, d'ouverture de tranchées, lors du remblaiement ou de démolition, la brumisation doit être utilisée pour limiter l'émanation de poussières. L'entreprise doit équiper les engins (ex : pelle) d'un système de brumisation des poussières au niveau de la flèche de démolition et arroser la zone de chute/broyage/chargement des inertes par des opérateurs à pied.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les entreprises devront prendre connaissance des résultats de la reconnaissance complète des réseaux existants sur le site.

Prévention du risque d'endommagement des réseaux : La détention de l'AIPR devient obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018. Les entreprises doivent respecter la réglementation en vigueur et former leur personnel en conséquence.

Les entreprises titulaires (Lot Terrassement-VRD, Lot Gros œuvre en particulier) doivent adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux.

Si présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des terrassements : L'entrepreneur titulaire définit avec l'exploitant et les concessionnaires les dispositions afférentes à la protection et à la conservation de ces réseaux ou à leur dévoiement provisoire. Aucun engin mécanique ne doit terrasser à moins d'1,50 m d'une ligne enterrée.

Présence de réseaux enterrés existants non définis : L'entrepreneur en informe aussitôt le Maître d'œuvre qui décidera sur accord des concessionnaires, de leur suppression ou de leur conservation.

Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux sont précisées dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux doivent mentionner la nature du réseau concerné.
- Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).

Par rapport aux réseaux existants

Avant tout commencement des travaux dans l'existant, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux. Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés **en coordination avec les services techniques de l'établissement**. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). **PROCEDURE DE CONSIGNATION JOINTE EN ANNEXE 2 , A RESPECTER.**

Par rapport aux autorisations de survol

Les bâtiments (hôpital, maisons...) voiries/espaces publics ou privés sont interdits de survol en charge.

Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne peut s'effectuer qu'après la neutralisation de la zone de travaux et mise en place des clôtures de chantier en limite de propriété.

Par rapport à la nature du sol

Les entreprises titulaires (en particulier pour les terrassements et fondations) doivent respecter les exigences du rapport d'étude de sol.

Il est nécessaire de s'assurer de la stabilité des ouvrages et des sols avoisinants le projet pendant et après la réalisation de celui-ci.

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Se référer au CCTP.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

Historique des bâtiments :

Extension pour l'unité d'imagerie médicale construite en 2004 : non concerné par la réglementation.

Bâtiment principal désigné par M.C.O. (médecine, cardiologie, obstétrique), aile C en date de 1997 : **le maître d'ouvrage a fait réaliser des repérages amiante avant travaux (en toiture, sur les enrobés extérieurs...).**

Rapports réalisés par Bureau Veritas Exploitation à joindre au DCE.

Dates des rapports : 21 et 22/08/2024.

Conclusions des rapports : absence d'amiante dans les enrobés, en toitures, en façade et dans les locaux MCO niveau 00 concernés par les travaux.

Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ces repérages n'excluent pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur des matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir. Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers.

Tout ouvrage suspect, en fonction de l'analyse des risques, doit faire l'objet d'une analyse permettant d'identifier la présence ou non de fibres d'amiante.

Plomb

Rapport réalisé par Bureau Veritas Exploitation à joindre au DCE.

Dates des rapports : 21 et 22/08/2024.

Conclusions des rapports : absence de plomb détecté.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès principal du chantier se fait par l'entrée technique Rue de Lannouënnec et selon le plan de circulation (PIC) joint au DCE.

Les entrées et les sorties du chantier se font dans le sens de la circulation. Les manœuvres sur les voies publiques sont à éviter, elles doivent être guidées.

L'entreprise doit un protocole de sécurité (opération Chargement/Déchargement) à respecter par l'ensemble des intervenants. Celui-ci est à faire évoluer selon le phasage des travaux.

Les accès et les voies publiques sont en permanence maintenus propres par l'entreprise titulaire du **Lot VRD - Gros œuvre** avec des moyens efficaces tels que balayeuses aspiratrices équipées de jets à haute pression.

Points particuliers

Le stationnement des véhicules du personnel des entreprises doit se faire dans l'espace dédié du chantier.

Les entreprises doivent s'organiser pour limiter le nombre de véhicules.

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé. Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles aux personnels et aux usagers de l'établissement.

Les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes extérieures aux travaux ne soient pas soumises à des risques de chute de plain-pied (câbles des enrouleurs suspendus, balisage des zones de travaux, etc.).

Fléchage - Signalétique d'accès

Une signalisation d'accès au chantier est mise en place, chaque entrepreneur informe ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

L'entreprise titulaire du **Lot VRD - Gros œuvre** doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier. Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation seront assurées par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

Affichage

Contrôle des entrées et sorties : L'entreprise titulaire du **Lot VRD - Gros œuvre** a à sa charge l'installation de :

- Panneau(x) « STOP » au niveau du (des) portail(s) de sortie du chantier y compris le marquage au sol,
- La mise en place, des panneaux indicatifs des travaux.

Il doit se conformer aux prescriptions du maître d'œuvre en ce qui concerne leur emplacement et il a la charge de leur maintien en état et en place pendant toute la durée du chantier.

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

A charge du Lot VRD - Gros œuvre.

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) doivent être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée doit réaliser l'accueil de ces intervenants.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il doit être favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

L'entreprise de **Lot 1 VRD - Gros œuvre** a à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du **Lot 2 Clos couvert** doit mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier, circulation, échafaudages, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

Le lot 2 a à sa charge les protections collectives pour tous les travaux en toitures.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'Accès au chantier	Selon plan géomètre et implantation de la maîtrise d'œuvre	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	/
Aménagement de la plateforme des Installations de Chantier	Selon plan géomètre et implantation de la maîtrise d'œuvre	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	/
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Sur réseau existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot VRD - Gros œuvre
Evacuation des eaux usées	Sur réseau existant ou sur fosse	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot VRD - Gros œuvre
Raccordement au réseau Electrique	Sur comptage chantier	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot VRD - Gros œuvre

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne peuvent débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

L'entreprise titulaire du **Lot VRD - Gros œuvre** réalise et stabilise les plates-formes servant à la base vie (y compris mise en place de géotextile). **EXISTANT.**

L'entreprise titulaire du **Lot 1 VRD - Gros œuvre** assure la mise en place des installations équipées conformément à la réglementation ; pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels, du personnel féminin, du phasage des travaux (et des règles covid selon l'actualité).

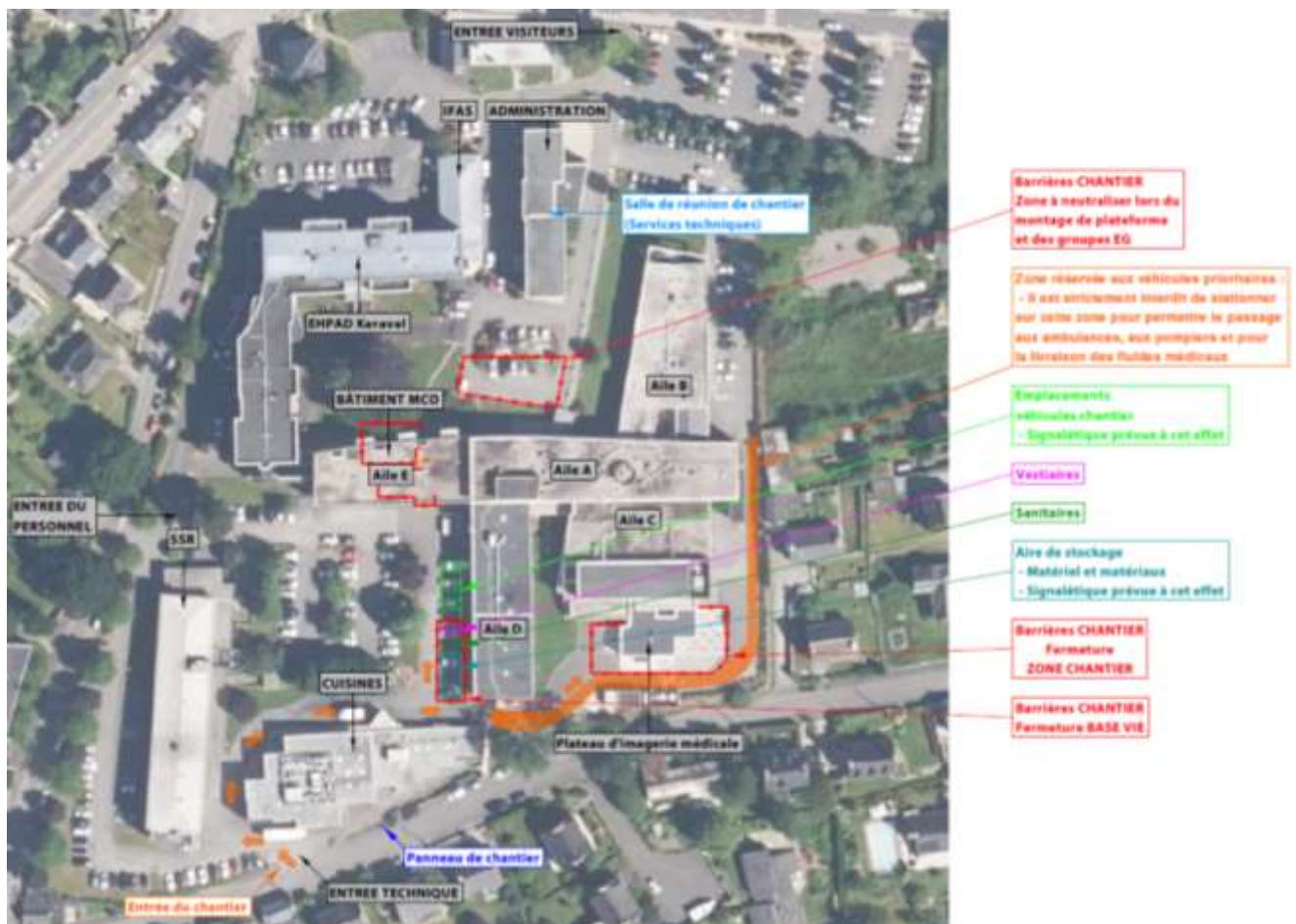
Les cantonnements sont disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages.

Plan d'installation de chantier

En conception, le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Des plans de principe sont joints au DCE. Extraits :



Zone réservée aux véhicules prioritaires :
- Il est strictement interdit de stationner sur cette zone pour permettre le passage des ambulances, des pompiers et pour le service des flottes militaires.

- Signalétique prévue à cet effet

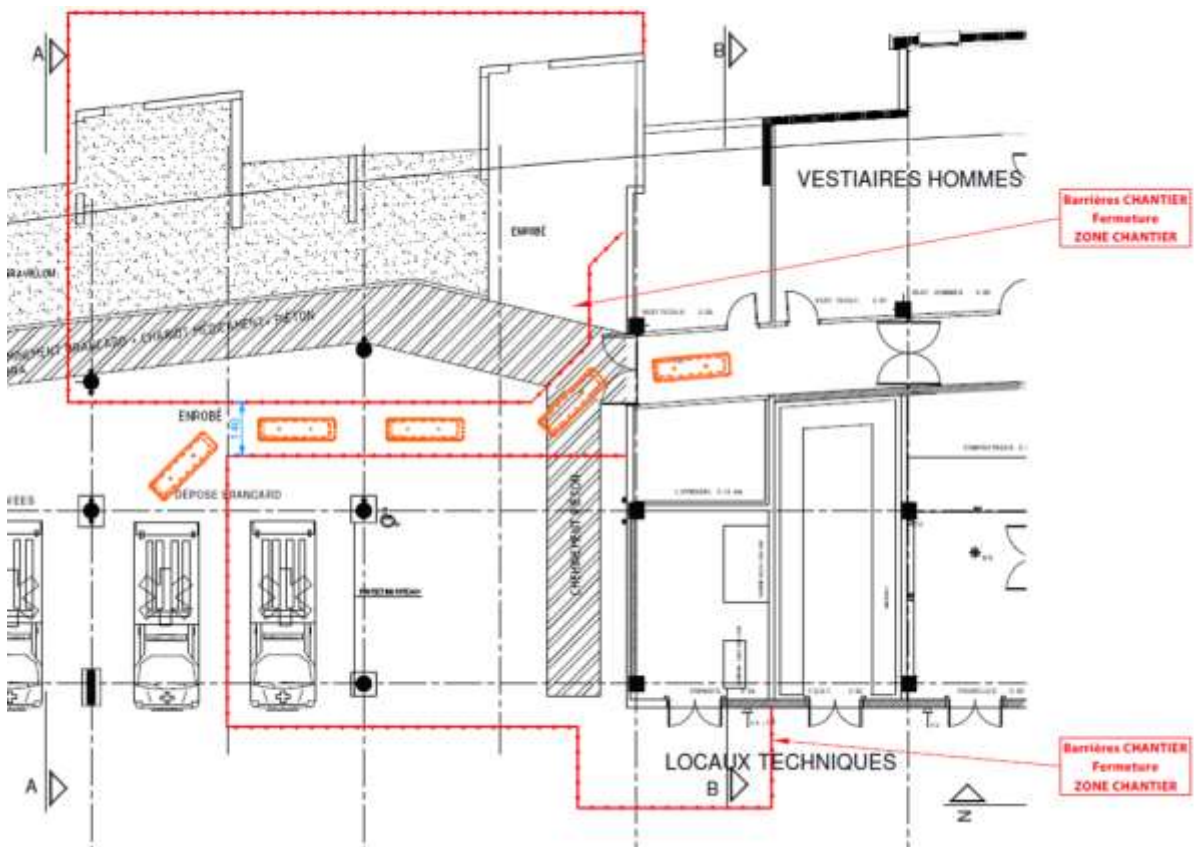
Vestibles

Supplements

- Matériel et matériaux
- Signalétique prévue à cet effet

SAUVAGES CHANTIER
Fermature
ZONE CHANTIER

Farmature BASE VIE



Barrières CHANTIER
Fermeture
ZONE CHANTIER

En période de préparation, le plan d'installation de chantier est établi par l'entreprise du **Lot VRD - Gros œuvre**, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précise notamment :

- Les cantonnements de chantier (bureaux, magasins, wc, vestiaires, réfectoires).
- Les voies de livraison, cheminements piétons
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.
- L'emplacement des bennes...

Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier doit donc être totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

L'entreprise titulaire du **Lot 1 VRD - Gros œuvre** doit une clôture d'une hauteur de deux mètres minimum y compris des portails à deux vantaux et portillons fermant à clé au niveau des entrées et sorties du chantier. Les éléments de la clôture sont solidarisés par des colliers anti-vandalisme et munis d'un système anti-levage.

Elles doivent être en bon état, liées entre elles et au sol (dispositif de contreventement).

L'entreprise titulaire du **Lot 2 Clos couvert** doit les clôtures sur la zone de montage de plateforme et des groupes EG.

L'entreprise titulaire du **Lot 2** adapte cette clôture en fonction du phasage des tâches établi par la maîtrise d'œuvre en limites d'opération, afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier.

L'entrepreneur titulaire du **Lot 2** a à sa charge l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier. Chaque entreprise est responsable de la fermeture de l'accès chantier, du respect des clôtures.

A l'intérieur du bâtiment existant, afin d'assurer la protection et l'isolement entre les zones restant en exploitation et les zones touchées par les travaux, des cloisons provisoires et parfaitement étanches y compris en faux plafonds seront mises en place pour éviter les contaminations. L'entreprise titulaire du **Lot 1 VRD - Gros-œuvre** a à sa charge la fourniture et la mise en œuvre de fermetures et protections provisoires étanches à l'eau, l'air et la poussière, ainsi que leur entretien pour maintenir leur efficacité pendant toute la durée du chantier.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier sont réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Lot VRD - Gros œuvre (et Lot 2 sur zone EG) Entretien à charge du lot 2	Lot VRD - Gros œuvre (et Lot 2 sur zone EG) Entretien à charge du lot 2
Réseaux divers existants à protéger	Lots techniques	Lots techniques
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	Lot VRD - Gros œuvre	Lot VRD - Gros œuvre
Pistes provisoires, circulation de chantier	/	/
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Lot VRD - Gros œuvre	Lot VRD - Gros œuvre
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs),	Lot VRD - Gros œuvre	Lot VRD - Gros œuvre

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur		
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	Mise à disposition dans les services techniques	Mise à disposition dans les services techniques
Vestiaires communs	Lot VRD - Gros œuvre	Lot VRD - Gros œuvre
Réfectoires hors site de l'hôpital	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par zones et en toitures)	Lot 6 Electricité	Lot 6 Electricité
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Lot VRD - Gros œuvre	Lot VRD - Gros œuvre
Bennes à déchets	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement doit être dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs sont précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

CODE DU TRAVAIL

Sanitaires :

- Un lavabo pour 10 personnes,
- Une douche pour 20 personnes,
- L'eau potable et à température réglable,
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.
- Un bloc sanitaire indépendant pour le personnel féminin composé d'un lavabo (pour 10 femmes), d'une douche (pour 20 femmes) et d'un cabinet d'aisance (2 wc à partir de 20 femmes).

Vestiaires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m² minimum par personne.
- Ils comprennent des bancs et armoires vestiaires en nombre suffisant.

Réfectoires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne. Ils comprennent :
- Tables et chaises en nombre suffisant,
- Appareil de réchauffage
- L'eau potable et à température réglable,
- Un garde-manger.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. Les parois de ces installations doivent être lessivables.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques sont prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage et l'entretien du cantonnement sont réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage à minima hebdomadaire des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Entreprise de VRD gros œuvre	Entreprise de gros œuvre au compte prorata
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Entreprise de VRD gros œuvre	Entreprise de gros œuvre au compte prorata

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Lot 1 VRD gros œuvre et Lot 2 Clos couvert
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville ...	/

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments doivent être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels. L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique est mise en place dès le début des travaux par le **Lot VRD - Gros œuvre**.

Le cheminement vers le cantonnement est protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mène directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

Circulations périphériques des bâtiments : L'entrepreneur réalisant les Terrassements (**Lot VRD - Gros œuvre**) doit une plate-forme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages. L'entreprise du **Lot VRD - Gros œuvre** a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages (se reporter au CCTP).

Accès verticaux : L'entreprise qui installe un moyen d'accès doit le mettre à disposition des autres corps d'état. Pour des hauteurs d'accès supérieures à 3 mètres : les entreprises doivent installer des tours escaliers et ce pour l'ensemble des corps d'état jusqu'à la pose des accès définitifs ou la fin des travaux.

- à charge du **lot 2 vers l'extension IRM**.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier est établi lors de la phase préparation du chantier.	Lot 1 VRD - Gros œuvre
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments sont aménagés de manière à : - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en travaux ; - permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés sont compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Lot 2
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prend toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Lot 2
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes sont réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux sont positionnés en attente.	Lot 2
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : - Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ; - Protection définitive fixée sur le limon.	Lot 2

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise titulaire du **Lot VRD - Gros œuvre** établit un plan de circulation où figure : sens de circulation et de manœuvre des véhicules et engins, séparation des circulations des piétons et des véhicules, organisation des manœuvres et les zones tampons de stationnement.

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Les entreprises qui envisagent l'utilisation d'un engin de levage doivent prendre connaissance et intégrer les consignes de sécurité dans leurs études d'adéquation de l'engin de levage. Les entreprises doivent respecter les emprises dédiées au chantier. La voie d'accès vers les urgences ne doit pas être occupée par un engin.

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien doivent pouvoir être présentés à toute demande).

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules doivent être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il doit être étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention interentreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise doit prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé doit être abordé au cours de la l'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux est organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites est mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage doit être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises doivent formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs sont informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée doit prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux doivent être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins

Les entreprises ont la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin doit être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises sont tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.



CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur a à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot. Ces bennes sont totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	Lot VRD - Gros œuvre
Bennes à déchets	L'entrepreneur met à disposition de son personnel et assure l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ; - Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ; - Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...). - Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centres de classe 1 (peintures, solvants, bois traité,) - Benne pour les déchets ménagers 	Chaque entreprise
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles sont remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Chaque entreprise
Goulottes à gravats	Mise en place de Gros Goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite.	/
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne doivent pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informe préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fait au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établit un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.



Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) sont évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives sont adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

Pour les réservations, l'entrepreneur principal (gros œuvre) doit mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'entreprise titulaire du **Lot 1 VRD - Gros œuvre** doit :

- La mise en sécurité du site avant travaux,
- La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles, bassins, tranchées et contre le risque d'ensevelissement.
- La délimitation et le balisage de la zone de travail.

En phase démolition, les protections contre les chutes de hauteur du personnel et les risques d'effondrement et de chutes de matériaux sont à la charge de l'entreprise concernée (**Lot 1 VRD - Gros œuvre**) :

- Mise en place de clôture type HERAS pour interdire l'accès aux zones prévisibles de chute de matériaux.
- Mise en place d'auvents faisant office de surface de recueil.
- Mise en place de tous les butons et étaielement nécessaires.
- Mise en place des protections collectives à l'avancement des déposes (en protection des ouvertures en façade notamment).

L'entrepreneur titulaire du **Lot 1 VRD - Gros œuvre** a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. Elle doit en particulier :

- Les protections en rives de planchers, des paliers et des balcons, sur les volées d'escalier s'ils sont en béton. Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps (fourreaux scellés dans les dalles, ou pinces etc. ;) en fonction du type d'ouvrage.
- La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empiement),
- Les protections des trémies, réservations etc.

L'entreprise titulaire du **Lot 2** doit les protections collectives en sous-face et en périphérie de la toiture de l'extension ainsi que les protections périphériques et cheminements sur les toitures existantes (travaux Eau Glacée et réseaux). Elle doit la fourniture, mise en place, maintenance et dépose des protections collectives pendant toute la durée des interventions en toitures.

Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP.

Conformément à la norme NF P 93-355. La protection périphérique comprend :

- Une lisse haute située au moins à 1 m du plan de travail pour toutes les phases de travail ;
- Une protection intermédiaire constituée d'un filet ;
- Généralement la plinthe constituée par la forme du support (acrotère, costière, etc.) ; dans les autres cas, La protection intermédiaire est complétée par une plinthe de butée de 10 cm à 15 cm ;
- Un ensemble de potelets (Entraxe 1,50m) et leurs supports permettant de recevoir la lisse haute et la protection intermédiaire en filet de 1 m de hauteur minimum.

Dès que possible :

- Les réservations doivent être rebouchées ;
- Les éléments définitifs de protections doivent être installés dès la mise en place (en particulier les garde-corps) sur les passerelles, escaliers, portes palières d'ascenseurs, etc.).

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives sont étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Lot VRD - Gros œuvre et lot 2



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de couverture, mise en place de protections collectives	Les protections collectives sont conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture.	Lot 2
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde-corps et de rampes par le lot principal.	Tout corps d'état
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions doit rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Lot VRD - Gros œuvre

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) sont utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle est imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise doit avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice doit réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées est établie.	Tout corps d'état
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les interventions en façades afin de réaliser les différentes interventions des corps d'état sous protections collectives	L'échafaudage est mis en place par le lot principal (gros œuvre) pour une utilisation commune. Il est l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.	Lot 2

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur titulaire du **Lot 1 VRD - Gros œuvre** assure le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau sont réalisés par le **Lot 1 VRD - Gros œuvre**:

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations extérieures.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de <u>distribution électrique</u>	Depuis l'armoire générale, il doit être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment et <u>en toitures</u> . L'implantation des armoires de distribution doit permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot 6 Electricité
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. 	Tout corps d'état
Installation d' <u>éclairage intérieur</u> de chantier	Sont éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les escaliers et circulations intérieures. 	Lot 6 Electricité
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices font installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011. Les installations doivent faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité doit être tenu à disposition sur le chantier.	Entreprise de gros œuvre et d'électricité sur leurs installations

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) est interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot met en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assure l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Les entreprises doivent s'assurer du nivellement et compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Ces travaux sont dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives est privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée doit également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques est à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>	Lot concerné

MESURES PRISES EN MATIERE DE RISQUES SPECIFIQUES (NON EXHAUSTIVES)

Risque	Mesure de Coordination	Lot concerné
Risques d'intoxication	Les dispositions de nature à prévenir les risques d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) sont indiquées dans le PPSPS de l'entreprise générant ces risques. Communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques.	Lot concerné
Risques liés à la qualité de l'air	<p>Dans des lieux confinés, en particulier en cas d'absence ou de dysfonctionnement du système de ventilation ; la qualité de l'air peut se trouver dangereusement modifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'effluents gazeux dangereux (ammoniac : NH3...) - Présence de gaz inerte (argon, etc.) qui peuvent provoquer une anoxie par un abaissement sensible de la teneur en oxygène. - Accumulation de radon en particulier dans les sous-sols..... <p>Chaque entreprise a l'obligation de s'assurer qu'un contrôle initial de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé, a été effectué dans ces lieux confinés avant toute intervention d'opérateurs.</p>	Lot concerné
Risques d'électrisation	Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux.	Lot concerné



<i>Risque</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
	<p>Une procédure de consignation doit être formalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désignation d'un chargé de consignation - Signalisation bien visible de la mise hors tension. - Condamnation en position d'ouverture des organes de séparation - Sur le lieu de travail identification de l'ouvrage. - Vérification d'absence de tension immédiatement suivie de la mise à la terre et en court-circuit. 	
Risques par écrasements par renversement de matériaux ou de matériels	<p>Les aires de stockage doivent être planes et stabilisées, ces conditions doivent être vérifiées par chaque entreprise avant d'effectuer toute livraison.</p> <p>Les matériaux de grande dimensions (fermes,...) et matériels (banches) doivent être stockés avec des dispositifs de stabilisation pour éviter le renversement sous l'effet du vent, d'un effort ou d'un choc.</p>	Lot concerné

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux sont exécutés à proximité de lieux fréquentés (**hôpital**) nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public a la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier sont imposés par la maîtrise d'œuvre.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se font dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fait par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Avant les travaux hors du chantier clos, il doit être procédé avec l'exploitant à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.

Dispositions relatives à l'intervention en milieu hospitalier :

Une attention particulière doit être portée au respect des bonnes pratiques et des règles de l'art par le personnel de chaque entreprise afin de maintenir en permanence une zone de chantier propre et non encombrée.

Particulièrement, les recommandations ci-dessous, seront prises en compte par chaque entreprise intervenante :

- Les travaux à contraintes particulières nécessitent une réalisation en horaire décalé.
- Port des EPI obligatoire.
- Port de sur-chaussures dans la circulation d'accès au chantier.
- Déchets évacués de la zone en travaux dans des sacs fermés en fin de journée.
- Nettoyage soigné et renforcé de la zone en travaux, y compris les sas d'accès, à réaliser tous les soirs avant de quitter le chantier.
- Pas d'utilisation de poste radio sur la zone des travaux.
- Limiter l'utilisation des téléphones GSM sur la zone des travaux.
- Comportement courtois des intervenants envers le personnel paramédical et médical.

Risque infectieux fongique : Les périodes de travaux dans un établissement de santé génèrent la mise en suspension de spores fongiques et augmentent considérablement le risque d'exposition des patients fragiles.

Avant les travaux, l'ensemble du personnel intervenant doit obligatoirement être sensibilisé au risque infectieux fongique, aux comportements à adopter et aux mesures de prévention à mettre en oeuvre.

Les ouvriers ne doivent circuler que par les accès et cheminements définis pour éviter tout passage dans les zones sensibles.

Une évaluation du respect des mesures proposées doit être réalisée par le responsable du suivi de chantier en remplissant la grille de surveillance à fournir en phase travaux.

CHU - Continuité d'activité des réseaux :

- Rappel sur le maintien permanent en continuité d'exploitation de toutes les installations de réseaux du CHU. Les entreprises doivent prendre toutes les précautions indispensables en ce sens.

Tous les travaux ou interventions sur les réseaux CHRU (et amonts) doivent être organisés en lien étroit avec les différents services et dans un délai suffisant selon le principe ci-dessous :

- a. une phase de préparation en lien étroit avec le concessionnaire de réseau et le CHRU
- b. une évaluation des risques et les mesures de prévention associées
- c. une procédure de continuité d'activité (PCA)
- d. une information aux utilisateurs.



Pour des travaux dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention. **Contactez le service sécurité de l'hôpital au 02 98 99 20 33.**

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications est maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donne un avis.

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier est soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation est réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Projet du Réaménagement MCO (Travaux Bloc 1 Secteur 4 rdc puis Niveau 2) à partir d'août 2024.

Ces chantiers peuvent engendrer des contraintes d'accès, de circulation, stationnement et stockage à intégrer et gérer avec la maîtrise d'ouvrage et le CSPS.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets sont installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise doit nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows sont maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions doivent être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues peut être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif est d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante doit prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle peut être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112
Se référer aux consignes de sécurité de l'hôpital jointes en annexe 2

b) Site de Carhaix

Les services techniques et la cellule sécurité sont les référents sécurité de l'hôpital de Carhaix.

Vos interlocuteurs sont :

- Le responsable de la cellule sécurité : 02.98.99.20.33 ou poste 32 033 en interne
- Le responsable des services techniques du site : 02.98.99.20.32 ou poste 32 032 en interne
- Le responsable de l'atelier polyvalent du site : 02.98.99.20.30 ou poste 32 030 en interne

En cas d'accident ou quelle que soit la nature du sinistre composez **le 18 pour l'hôpital de Carhaix** ou le **1818 pour Persivien**.

Le **standard** ou les **Urgences** transmettront l'alerte aux pompiers et préviendront :

- la cellule sécurité
- l'encadrement technique

En l'absence de téléphone du CHRU dans la zone où vous vous trouvez, vous pouvez composer le **18** ou le **112** d'un téléphone portable. Vous serez dans ce cas directement en relation avec les **services de secours**. **Pensez à prévenir** également les services techniques en composant le **02 98 99 20 33 / 20 32 / 20 30** et après 17h30 l'astreinte technique au **06.86.68.86.28**

en donnant les informations suivantes :

ICI CHANTIER :

CH CARHAIX - Restructuration et extension IRM - Accès Rue de Lannouënnec

téléphone

1. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation doivent toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours peut être envisagé à partir du téléphone du chantier

L'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée est apposée bien visiblement dans les installations de chantier pour faciliter les instructions données par téléphone.



SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, doit dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il est demandé la présence sur le chantier en permanence d'au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail doivent être formés.

Chaque sauveteur doit clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne doit jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants doivent être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fait l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants doivent être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demande au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirme en retour la date d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Au cours de cette inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTB, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTB :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-13



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées. Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.	Maître d'Œuvre	

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire. Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées. Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS. S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier. Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination. La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1 ^{ère} catéGros oeuvrerie).	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60



TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

ANNEXE 1

LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage


<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot 1 VRD / Gros oeuvre	T			
Lot 2 Charpente bois - Bardage - Couverture - Menuiseries extérieures alu - Serrurerie	T			
Lot 3 Cloisons - Doublages - Menuiseries intérieures - Plafonds	T			
Lot 4 Sols - Peinture - Nettoyage	T			
Lot 5 Plomberie - Chauffage - Ventilation - Froid	T			
Lot 6 Electricité CFo CFa - SSI	T			
Lot 7 Fluides médicaux	T			



<p>ANNEXE 2</p> <p>CONSIGNES DE SECURITE</p> <p>PROCEDURE DE CONSIGNATION, DECONSIGNATION</p>
--



Consignes de sécurité incendie

	MODE OPERATOIRE	Ref : SECU-DTA-DTA/MOP-762
	Consignes de sécurité incendie à respecter par les entreprises extérieures intervenant dans les établissements du CHRU de Brest	Date : 08/01/2014
		Version : 03
Entité émettrice : Direction travaux et architecture DTA		
Domaine d'application - Personnel concerné : L'ensemble des personnels de la Direction du patrimoine, des travaux et des services techniques du CHRU, l'ensemble des entreprises de travaux extérieures intervenant au CHRU de Brest		
Références de la (des) procédure(s) associée(s) :		
Approbation par : M. Jean-Christophe PAUL - Directeur adjoint chef du pôle investissement		Signé le : 08/01/2014

1-ORGANISATION DE LA SECURITE INCENDIE AU CHRU DE BREST

a) Sites de Brest

Le CHRU dispose de son propre service de Sécurité Incendie. Deux PC Sécurité sont armés en permanence par des agents SSIAP. Ce sont vos interlocuteurs privilégiés pour tout ce qui concerne la sécurité.

Le PC Sécurité de la Cavale Blanche se trouve au niveau - 2 du plateau technique

Tel. : 02.98.34.71.11 ou poste 41 500 en interne

Le PC Sécurité de Morvan se trouve au bâtiment 7 près du standard

Tel. : 02.98.22.31.04 ou poste 22 098 en interne

En cas d'accident ou quelle que soit la nature du sinistre **composez le 18 en interne**, vous serez en communication avec le PC Sécurité de la Cavale Blanche qui centralise les appels d'urgence de tous les sites du CHRU de Brest. Il est votre seul interlocuteur.

En l'absence de téléphone du CHRU dans la zone où vous vous trouvez, vous pouvez composer le **18** ou le **112** d'un téléphone portable. Vous serez dans ce cas directement en relation avec les **services de secours**. **Pensez à prévenir** également le PC Sécurité de la Cavale Blanche en composant le **02 98 34 71 11**.

b) Site de Carhaix

Les services techniques et la cellule sécurité sont les référents sécurité de l'hôpital de Carhaix.

Vos interlocuteurs sont :

- Le responsable de la cellule sécurité : 02.98.99.20.33 ou poste 32 033 en interne

- Le responsable des services techniques du site : 02.98.99.20.32 ou poste 32 032 en interne

- Le responsable de l'atelier polyvalent du site : 02.98.99.20.30 ou poste 32 030 en interne

En cas d'accident ou quelle que soit la nature du sinistre composez le **18 pour l'hôpital de Carhaix** ou le **1818 pour Persivien**.

Le **standard** ou les **Urgences** transmettront l'alerte aux pompiers et préviendront :

- la cellule sécurité

- l'encadrement technique

En l'absence de téléphone du CHRU dans la zone où vous vous trouvez, vous pouvez composer le **18** ou le **112** d'un téléphone portable. Vous serez dans ce cas directement en relation avec les **services de secours**. **Pensez à prévenir** également les services techniques en composant le **02 98 99 20 33 / 20 32 / 20 30** et après 17h30 l'astreinte technique au **06.86.68.86.28**

2-CONDUITE A TENIR LORS DE LA REALISATION DES TRAVAUX

- Le permis de feu préalable à tous travaux par points chauds est délivré quotidiennement par les PC Sécurité ou la cellule Sécurité de l'hôpital de Carhaix. Le rappel des consignes de sécurité se trouve au dos du permis de feu. Ce document est indispensable pour commencer les travaux.

- La règle de l'éloignement de stockage de matières combustibles lors des travaux par points chauds est à respecter. L'utilisation de bâche de protection conforme peut également être envisagée.

- Vous devez vous munir de vos propres moyens de secours adaptés aux risques engagés (extincteurs...). Ce matériel doit être en bon état et fonctionnel.


- Une vigilance particulière doit être portée sur les déchets de chantier et l'utilisation de poubelle en matériaux « incombustible » est obligatoire

- Vous devez informer le PC Sécurité ou la Cellule Sécurité de l'hôpital de Carhaix de la présence éventuelle de bouteilles de gaz stockées sur le chantier. Le transport de ces bouteilles sur chariot est nécessaire. La bonne fixation des bouteilles est du ressort du prestataire effectuant les travaux.

- Toute entreprise ne respectant pas ces règles de sécurité se verra dans l'obligation de cesser les travaux en cours. En aucun cas, les retards constatés ne pourront être imputés au CHRU de Brest.

Extrait du plan de prévention interne du centre hospitalier au sujet des mesures de prévention permanentes

Mesures de prévention permanentes
Chaque chef d'entreprise extérieure est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel. (Art. R.4511-6 du Code du Travail)
Tous les intervenants doivent impérativement porter les équipements de protection individuelle appropriés aux travaux en cours et aux risques encourus.
Travail isolé Lorsque l'opération est exécutée de nuit ou, dans un lieu ou un moment où l'activité hospitalière est interrompue, le chef de l'EE concernée doit prendre les mesures nécessaires pour qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.
Il est interdit de fumer sur le lieu de travail. 
Les entreprises doivent travailler avec leur propre matériel . En aucun cas du matériel ne sera prêté aux EE.
Le personnel est informé et tenu au respect de la signalisation de sécurité . (Art. R.4512-15 et 16 du Code du Travail)
Les déplacements en véhicule motorisé sur le site de l'hôpital devront se faire conformément aux dispositions du code de la route. Au sein du CHRU la vitesse est limitée à 30km/h

	MODE OPERATOIRE	Réf : CBGDCodif/P_REF
	P_TITLE	Date : P_APPLICATION_DATE
		Version : P_REVISION
Service émetteur : CBGDEntite		
Rédacteur :		
Domaine d'application - Personnel concerné :		
Références de la (des) procédure(s) associée(s) :		
Validation par : ACT_PARTICIPANTS_SIGN2		Signé le : ACT_PARTICIPANTS_DATE_SIGN2_NO TIME

1. Objet

Ce document présente les objectifs des fiches de demande de consignations et de déconsignations ainsi que la méthode pour compléter ces demandes.

2. Fiches de consignations et de déconsignations

Les opérations de consignations, définies dans la norme NFC 18-510, permettent de retirer les énergies présentes sur une installation ou des locaux. Les énergies distribuées ou emmagasinées prennent des formes multiples au sein de nos établissements. Electricité basse tension, haute tension, fluide sous pression, énergie mécanique sont les risques les plus présents.

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'assurer les opérations de consignations afin de garantir la sécurité des personnes intervenantes sur le site du CHRU. Selon les installations, les exploitants sont du personnel des ateliers de la DTA ou du service biomédical mais aussi d'entreprises extérieures auxquelles nous confions la conduite de nos installations.

Les étapes de la consignation sont impérativement les suivantes :

1. **Séparer** : couper l'alimentation.
2. **Condamner** : rendre impossible la remise sous tension, pression, ... sans action particulière : cadenas, étiquetage, balisage.
3. **Identifier** : deux phases : 1. s'assurer que la partie d'installation que l'on vient de séparer et condamner est bien celle sur laquelle on doit intervenir ou travailler ; 2. poser des étiquettes ou des panneaux de signalisation indiquant que quelqu'un travaille sur l'installation et qu'il ne faut en aucun cas remettre le courant.
4. **Vérifier** : l'absence de tension électrique. Rappel : l'utilisation d'un multimètre ou contrôleur universel est interdite pour faire une VAT (vérificateur d'absence de tension).
5. **Mise à la terre ou en court-circuit.**
6. **Rédaction de l'attestation de consignation** : rédigé par le responsable de consignation ; il s'agit d'un engagement écrit de responsabilité. Les extraits de plans peuvent être joints afin de faciliter la compréhension.

Les fiches de demande de consignations et de déconsignations permettent aux exploitants de préparer, avec un délai de prévenance, les consignations et déconsignations afin d'assurer la mise en sécurité des interventions. Le délai de prévenance de 5 jours ouvrés prend effet à la date de réception par le responsable de site de la demande.

3. Renseignements

Les demandes de consignations et de déconsignations sont découpées en deux parties.

La première partie doit être complétée par le conducteur d'opération du CHRU de Brest. Celui-ci transmet la demande à l'entreprise extérieure.

La seconde partie doit être complétée par l'entreprise extérieure. L'ensemble des champs doit être impérativement complété et transmis au conducteur d'opération du CHRU de Brest.

	MODE OPERATOIRE	Réf : CBGDCodif/P_REF
	P_TITLE	Date : P_APPLICATION_DATE
		Version : P_REVISION

4. Diffusion et suivi

La demande doit être transmise par le conducteur d'opération du CHRU de Brest à la liste complète des personnes du site, dans un délai de 5 jours ouvrés avant les consignations ou déconsignations.

Les responsables de l'atelier concernés prendront contact avec le chargé de travaux de l'entreprise afin de confirmer le rendez-vous.

En présence du chargé de travaux de l'entreprise extérieure, la consignation sera réalisée par les agents des ateliers concernés. Une copie de la feuille de consignation ou de déconsignation sera transmise par mail au conducteur d'opération du CHRU afin d'assurer le suivi des travaux.

5. Liste de diffusion par site :

La Cavale Blanche et Guilers

Fonction	Contact	Adresse mail
Référent technique site	M. Nicolas Huguenel	nicolas.huguenel@chu-brest.fr
Electricité	M. Gilles Guyonnet	gilles.guyonnet@chu-brest.fr
	Atelier électricité	electricite-cb@chu-brest.fr
Polyvalent	M. Maurice Garoff	maurice.garoff@chu-brest.fr
	Atelier polyvalent	polycb@chu-brest.fr
Biomédical	M. Jean-François Cam jean	jf.cam@chu-brest.fr
	Atelier Biomédical	biomedical-cb@chu-brest.fr

Morvan et les annexes

Fonction	Contact	Adresse mail
Référent technique site	M. Frédéric Gueguen	frederic.gueguen@chu-brest.fr
Electricité	M. Mickael Magueur	mickael.magueur@chu-brest.fr
	Atelier électricité	electricite-morvan@chu-brest.fr
Polyvalent	M. Michel Gâteau	michel.gateau@chu-brest.fr
	Atelier polyvalent	plomberie@chu-brest.fr
Biomédical	M. Jacques Jubil	jacques.jubil@chu-brest.fr
	Atelier biomédical	biomedical-morvan@chu-brest.fr

Carhaix et Persivien

Fonction	Contact	Adresse mail
Référent technique site	M. Michael Baller	michael.baller@chu-brest.fr
Polyvalent	M. Thibaud Colliou	thibaud.colliou@chu-brest.fr

Bohars et le Centre René Fortin

Fonction	Contact	Adresse mail
Référent technique site	M. Frédéric Gueguen	frederic.gueguen@chu-brest.fr
Polyvalent	M. Michel Gâteau	michel.gateau@chu-brest.fr
	M. Mickael Magueur	mickael.magueur@chu-brest.fr
	Atelier polyvalent	st-bohars@chu-brest.fr
Biomédical	M. Jacques Jubil	jacques.jubil@chu-brest.fr
	Atelier biomédical	biomedical-morvan@chu-brest.fr

	MODE OPERATOIRE	Réf : CBGDCodif/P_REF
	P_TITLE	Date : P_APPLICATION_DATE
		Version : P_REVISION

Demande de consignation

Nom du chantier :	CHRU de Brest
Nom du conducteur d'opération CHRU :	

Nom de l'entreprise :	Entreprise extérieure
Nom du chargé de travaux de l'entreprise :	
Numéro de téléphone portable :	
Email du chargé de travaux de l'entreprise :	
Date et heure de la consignation le :	à h
Durée estimée de la consignation en jour :	

Localisation des travaux :				
<input type="checkbox"/> La Cavale Blanche	<input type="checkbox"/> Morvan	<input type="checkbox"/> Carhaix	<input type="checkbox"/> Bohars	<input type="checkbox"/> Guilers
<input type="checkbox"/> Winnicott	<input type="checkbox"/> Delcourt-Ponchelet	<input type="checkbox"/> Autres (préciser):		
Bâtiment :	Etage :	Local :		
Préciser les installations concernées :				

Electricité
<input type="checkbox"/> Electricité HT <input type="checkbox"/> Electricité BT <input type="checkbox"/> Onduleur <input type="checkbox"/> Groupes Electrogènes <input type="checkbox"/> Ascenseur
Polyvalent
<input type="checkbox"/> CVC <input type="checkbox"/> ECS/EFS <input type="checkbox"/> Eau Glacée <input type="checkbox"/> Porte <input type="checkbox"/> Air Comprimé
Biomédical
<input type="checkbox"/> Fluides Médicaux
<input type="checkbox"/> Autres (à préciser):

Pièces à joindre : Annexer les plans précisant le périmètre de la consignation

Remarque :

Fait à : Le : Visa :

Les demandes de consignation doivent être transmises 5 jours ouvrés avant la date d'intervention. La présence du chargé de travaux de l'entreprise est obligatoire avant toute consignation.

Ce document est propriété du CHRU de Brest – Toute utilisation, reproduction, modification est soumise à accord du propriétaire.

3/4



	MODE OPERATOIRE	Réf : CBGDCodif/P_REF
	P_TITLE	Date : P_APPLICATION_DATE
		Version : P_REVISION

Demande de déconsignation

Nom du chantier :	CHRU de Brest
Nom du conducteur d'opération CHRU :	

Nom de l'entreprise :	Entreprise extérieure
Nom du chargé de travaux de l'entreprise :	
Numéro de téléphone portable :	
Email du chargé de travaux de l'entreprise:	
Date et heure de la déconsignation le	/ / à h

Localisation des travaux :				
Site :				
<input type="checkbox"/> La Cavale Blanche	<input type="checkbox"/> Morvan	<input type="checkbox"/> Carhaix	<input type="checkbox"/> Bohars	<input type="checkbox"/> Guilers
<input type="checkbox"/> Winnicott	<input type="checkbox"/> Delcourt-Ponchelet	<input type="checkbox"/> Autres (préciser):		
Bâtiment :	Etage :	Local :		
Préciser les installations concernées :				

Electricité
<input type="checkbox"/> Electricité HT <input type="checkbox"/> Electricité BT <input type="checkbox"/> Onduleur <input type="checkbox"/> Groupes Electrogènes <input type="checkbox"/> Ascenseur
Polyvalent
<input type="checkbox"/> CVC <input type="checkbox"/> ECS/EFS <input type="checkbox"/> Eau Glacée <input type="checkbox"/> Porte <input type="checkbox"/> Air Comprimé
Biomédical
<input type="checkbox"/> Fluides Médicaux
<input type="checkbox"/> Autres (à préciser) :

Pièces à joindre : Annexer un plan précisant le périmètre de la déconsignation
Remarque :

Fait à : Le : Visa :

Les demandes de déconsignation doivent être transmises 5 jours ouvrés avant la date d'intervention. La présence du chargé de travaux de l'entreprise est obligatoire avant toute consignation.

Ce document est propriété du CHRU de Brest – Toute utilisation, reproduction, modification est soumise à accord du propriétaire.

4/4

